

<https://www.snetap-fsu.fr/17-mai-2021-Journee-mondiale-de-lutte-contre-l-homophobie-et-la-transphobie.html>



# 17 mai 2021 : Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT)

- Les Dossiers - Vie fédérale -  
Date de mise en ligne : lundi 17 mai 2021

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---



Le « monde d'après » inclusif, émancipateur et sans discrimination commence aujourd'hui !

Ce 17 mai a lieu, comme chaque année, la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT), journée de mobilisation pour l'égalité et contre les discriminations.

Le monde du travail est un des lieux d'expression des discriminations et notamment des LGBTI-phobies : injures, harcèlements, mépris affiché, « outings » forcés, inégalités de traitement ou d'avancement de carrière... Le niveau de protection des salarié-es est amoindri par les nouvelles politiques managériales qui individualisent le rapport à la hiérarchie. Cela impacte la lutte pour l'égalité des LGBTI+ au travail. La Fonction Publique n'est pas épargnée par ces violences et des discriminations. De plus, la politique gouvernementale de précarité sans cesse accrue, le recours de plus en plus important à des emplois précaires accompagné d'un manque de formation, sont contradictoires avec la volonté de lutte contre les discriminations qui nécessite au contraire, un recrutement exigeant et une formation à la hauteur des enjeux.

Dans l'éducation, si la publication prochaine du « vademecum » concernant l'accueil des enfants Trans à l'école semble aller dans le bon sens, une réelle campagne doit être impulsée, à tous les niveaux, pour la rentrée scolaire.

La crise du Covid-19 a aggravé la situation. Les confinements et les autres dispositions prises dans ce contexte ont bousculé le monde du travail, avec le recours accru aux visioconférences professionnelles, s'immisçant aux domiciles des salarié-es qui ont *de facto* dû « outer » ou potentiellement révéler aux collègues des éléments de leurs vies privées et familiales.

D'autre part, les jeunes LGBTI+ contraint.es de se confiner dans des milieux familiaux hostiles, se sont retrouvé-es surexposé-es à des violences, sans échappatoire, en raison des autorisations de sorties dérogatoires du domicile, limitées dans l'espace et dans le temps. Lorsque les élèves ont été de retour dans leur établissement, ils et elles n'ont que trop peu retrouvé l'environnement d'émancipation et d'épanouissement qu'est censé être l'école. Cette dernière est restée un lieu de reproduction des dynamiques de haine, notamment envers les personnes LGBTI+ et l'absence de moyens alloués à la santé scolaire ne permettant pas l'accompagnement psychologique adéquat, a accentué les difficultés auxquelles ces jeunes sont quotidiennement confronté-es.

Les mesures dites « d'état d'urgence sanitaire » ont particulièrement exposé les personnes transgenres, non seulement à ces violences domestiques, mais aussi lors des contrôles de police accrus où elles sont « outées » et «

mégenrées ».

L'accès aux traitements est plus compliqué que jamais, avec la saturation des hôpitaux, résultat d'une gestion de crise sanitaire contestable, qui démontre le manque de moyens et la volonté politique de destruction de l'hôpital public et du système de santé des dernières décennies.

Par ailleurs, le projet de loi bioéthique incluant l'ouverture de la Procréation Médicalement Assistée (PMA) pour toutes les femmes n'a toujours pas abouti bien que le processus législatif soit engagé depuis octobre 2019. De plus, l'effectivité et la mise en oeuvre de cette loi pourrait être « techniquement » repoussée car une fois votée définitivement, la loi devra encore être promulguée.

L'assistance médicale à la procréation (AMP), n'est toujours pas ouverte à toutes les femmes, qu'elles soient en couple ou seules, lesbiennes, bisexuelles, aux personnes transgenres et intersexuées. Le processus législatif doit aboutir au plus vite et permettre un accès et une prise en charge pour tous·tes sans critère.

Les inégalités de droits persistantes favorisent les discriminations dont sont victimes les personnes LGBTI+. Aussi, nous rappelons que les insultes LGBTIphobes, tout comme les insultes sexistes ou racistes, pour dénoncer des adversaires ou contradicteurs, y compris les injures considérées comme « passées dans le langage courant » mais qui véhiculent des stéréotypes LGBTIphobes, ne sauraient être un outil dans l'engagement syndical et associatif.

Le « monde d'après », inclusif, émancipateur et sans discrimination, nous le voulons pour toutes et tous et maintenant !

Les marches des fiertés LGBTI+ qui vont se dérouler de mai à le rentrée 2021, sont, elles aussi, l'occasion de se mobiliser et revendiquer pour l'égalité des droits. Cette journée du 17 mai doit permettre de préparer les marches à venir et de rappeler que nos lieux de vie, environnements de travail ou d'établissements scolaires, doivent être des espaces de sécurité et de liberté pour toutes et tous.

Les organisations [FIDL](#), MNL, Solidaires, [FSU](#), [CGT](#), [UNEF](#) et [UNL](#) appellent les salarié·es et les jeunes à y prendre part massivement.

Contacts presse :

La CGT - Alexandra MEYNARD : 06.74.95.68.99.

FSU - Laura LALARDIE : 06.72.53.91.13

Solidaires - Julie FERRUA : 06.01.96.70.63.

FIDL - Grégory ABELLI : 06.98.82.39.44.

MNL - Camille LECOMTE : 06.52.48.78.14.

UNEF - Elisabeth ABANDA : 06.03.55.45.28.

UNL - Mathieu DEVLAMINCK